La Ligne-Frontière inter-entités : nouvelle frontière, nouveau pays ?

Emmanuelle Chaveneau-Le Brun

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/688>

DOI : 10.4000/balkanologie.688

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2001

ISSN : 1279-7952

Référence électronique

Emmanuelle Chaveneau-Le Brun, « La Ligne-Frontière inter-entités : nouvelle frontière, nouveau pays ? », *Balkanologie* [En ligne], Vol. V, n° 1-2 | 2001, mis en ligne le 31 mai 2008, consulté le 17 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/688> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/balkanologie.688>

Ce document a été généré automatiquement le 17 décembre 2020.

© Tous droits réservés

La Ligne-Frontière inter-entités : nouvelle frontière, nouveau pays ?

Emmanuelle Chaveneau-Le Brun

- 1 La comparaison des cartes démographiques par communauté de la Bosnie-Herzégovine en 1991 et en 1996 est édifiante. Autant les trois communautés principales (Bochniaques, Serbes et Croates) étaient mêlées en 1991, autant leur séparation spatiale est lisible sur la carte de 1996, où les Serbes occupent le nord et l'est du pays, les Bochniaques le centre et l'ouest, les Croates le sud. Les exceptions à cette distribution sont rares (voir carte 1).
- 2 C'est l'exode des populations provoqué par l'avancée des fronts et le nettoyage ethnique qui, pendant la guerre, a conduit à une telle simplification. Or, à cette séparation des communautés obtenue par la violence, s'est surimposée une séparation politique, acquise lors de la signature des accords de Dayton (14 décembre 1995). C'est-à-dire que, en suivant largement les acquis territoriaux de la guerre, on a séparé le pays en deux entités, l'une attribuée aux Serbes, la Republika Srpska (République serbe), et la seconde attribuée aux Bochniaques et aux Croates, la Fédération de Bosnie-Herzégovine (voir carte 2). Cependant, la création de ces deux entités ne signifie pas la division du pays en deux Etats indépendants. Toute la subtilité des accords de Dayton est là : accorder aux belligérants les territoires qu'ils ont conquis, afin de parvenir à la paix, sans signer l'acte de mort de la Bosnie-Herzégovine¹.
- 3 Subtilité, et surtout... fragilité. Comment faire tenir ensemble deux entités ayant chacune leur Constitution, leur gouvernement, leur armée, leur police, et surtout leurs intérêts propres et divergents ? Deux facteurs sont censés permettre la survie du pays. D'abord, la création d'institutions centrales, à savoir essentiellement une Présidence collective de trois membres (représentant chacune des trois communautés) et un gouvernement, qui doivent pérenniser l'existence de la Bosnie-Herzégovine au niveau international et faciliter la coopération entre les entités. Ensuite, le retour chez elles des personnes déplacées à l'intérieur du pays et de celles réfugiées à l'étranger, qui doit annuler l'homogénéité ethnique des entités, permettant ainsi, par le jeu électoral, un

renouvellement de la classe politique, et annihilant donc indirectement tout projet sécessionniste.

Carte 1 – Répartition spatiale par communauté après la guerre (1998)

SOURCE : OFFICE OF THE HIGH REPRESENTATIVE

- 4 En effet, le déplacement des populations n'est pas inéluctable. Leur retour chez elles, une fois la guerre terminée, eut été tout à fait envisageable, si les nationalistes n'avaient pas pris le soin de détruire systématiquement les habitations abandonnées, ou n'y avaient pas installé de nouveaux occupants. À partir de 1995, la communauté internationale s'est donc trouvée face à un problème complexe : parmi les déplacés et les réfugiés, certains voulaient revenir chez eux, mais ne pouvaient pas le faire parce que leurs maisons étaient occupées ou détruites. D'autres ne voulaient pas rentrer, par peur de se retrouver en situation de minorité, empêchant ainsi le retour des précédents. Ce casse-tête sans solution miracle explique le faible taux de retour effectif.

Carte 2 – Tracé de la ligne frontière inter-entités (IEBL) et ligne de fronts en 1995

SOURCE : OFFICE OF THE HIGH REPRESENTATIVE

- 5 D'après le Haut commissariat aux réfugiés, sur les quelques deux millions de réfugiés et déplacés recensés à la fin de la guerre, un peu plus du tiers a pu regagner son domicile. Mais ces retours ne favorisent guère le mélange communautaire, car ils sont pour la plupart le fait de Serbes en Republika Srpska, ou de Bochniaques ou de Croates en Fédération. Ce n'est donc pas, pour l'instant, grâce aux retours que la survie de la Bosnie-Herzégovine peut être assurée. Quant aux institutions communes, elles ne se mettent que très lentement en place, car les entités redoutent de perdre la souveraineté acquise par les accords de Dayton en concédant quelque pouvoir que ce soit aux institutions centrales, et cherchent avant tout à asseoir leur autorité sur leurs territoires respectifs.
- 6 Par conséquent, la Bosnie-Herzégovine reste un pays à la structure extrêmement fragile, dont la ligne de fracture a été tracée lors des négociations de paix : la ligne-frontière inter-entités (Inter-Entities Boudary Line –IEBL). Cette ligne est une frontière d'un nouveau genre, unique au monde, inventée pour tenter de colmater une fissure béante. Est-elle alors une simple limite administrative au sein d'un Etat fédéral, ou une frontière délimitant les zones de souveraineté respectives de deux Etats différents ? La définition varie en fait suivant les intérêts, et les accords de Dayton eux-mêmes ne donnent pas de définition plus précise qui permettrait de sortir de ce flou. L'Annexe II des accords de paix parle d'une « ligne de démarcation entre les entités », uniquement pour préciser les conditions matérielles de sa délimitation dans l'espace : difficultés liées aux changements de cours des fleuves et des rivières dont l'IEBL suit le tracé, marquage au sol là où celle-ci ne suit aucun élément du paysage, création d'une carte au 1 / 50 000e portant le tracé officiel de la ligne-frontière, etc. Le texte des accords de

paix rentre bien dans ce genre de détails matériels, mais ne donne à aucun moment une définition juridique de l'IEBL.

Les étapes du partage territorial

- 7 Plusieurs plans de paix ont été proposés entre 1992 à 1995, le dernier étant celui qui répondait le plus aux vœux des nationalistes. Les plans successifs sont en effet allés vers une simplification de plus en plus grande du partage territorial². Le premier, celui de Cyrus Vance et David Owen, proposait en janvier 1993 la constitution de dix provinces : trois musulmanes (bochniaques), trois croates, trois serbes, et une mixte pour l'agglomération de Sarajevo. La forme de ces provinces était irrégulière, et surtout, les provinces d'une même communauté n'étaient pas contiguës. Ce plan interdisait donc tout projet de regroupement territorial et de sécession d'une même communauté. Il en va autrement du plan adopté à Dayton, qui dessine deux entités pleines, pouvant pratiquement exister indépendamment l'une de l'autre, même si la manière dont sera par la suite réglée la question du "corridor de Brčko" vient nuancer ce constat³. Les négociations avaient du reste été ouvertes grâce à ce présupposé : l'acceptation par la communauté internationale de la formation de deux entités séparées. Sur cette base, il restait à définir leurs limites, à savoir le tracé de la ligne-frontière.
- 8 Les négociations territoriales ont été âpres⁴. Chaque partie cherchait à obtenir le maximum, en fonction de deux priorités : l'importance stratégique des territoires, et leur statut symbolique. En définitive, l'IEBL suit très largement les lignes de front au moment du dernier cessez-le-feu, le 12 octobre 1995. Cette concordance de la ligne qui sépare les deux entités avec les anciennes lignes de front est liée au moment où a été négociée la fin de la guerre. En effet, en octobre 1995, les positions des armées sur le terrain correspondait *grosso modo* au partage 51 % - 49 % envisagé dès avril 1994 par le Groupe de contact. A l'époque, les forces serbes tenaient environ 70 % du pays. Mais, un an et demi plus tard, les offensives conjointes croato-bosniaque ont changé la donne, chaque camp tenant alors environ 50 % du territoire bosniaque. La base des négociations a donc bien été la situation sur le terrain d'octobre 1995, à partir de laquelle il a fallu entrer dans un jeu complexe de tractations territoriales pour atteindre le fameux équilibre 51 % - 49 %. Les principaux points d'achoppements ont été Bosanski Novi, au nord-ouest du pays, les anciennes enclaves musulmanes de Srebrenica et Žepa, prises par les Serbes en juillet 1995, celle encore existante de Goražde, l'agglomération de Sarajevo, Brčko et son fameux corridor traversant la Posavina. Les trois derniers points, surtout, ont à plusieurs reprises failli faire échouer les négociations.
- 9 Celles-ci étaient basées sur le principe des "échanges compensatoires" : le corridor de Brčko contre celui de Goražde, une partie de la Posavina contre l'"enclume" de Čipovo et Mrkonjić Grad, etc. Sans prêter aucun crédit au principe selon lequel l'ensemble du territoire devait rester la propriété de tous au sein d'une Bosnie-Herzégovine unie, les négociateurs se sont alors efforcés de constituer des territoires homogènes, sûrs et défendables. En définitive, quelques anomalies contredisent le principe de continuité territoriale : les enclaves croates d'Orašje et de Odžak, au nord du pays, sont coupées du reste de la Fédération, l'ancienne enclave de Goražde est reliée à cette même Fédération par une simple route-corridor, et la ville de Brčko bénéficie d'un statut tout

à fait particulier. La possession de cette municipalité était en effet d'une grande importance stratégique pour les Serbes, car elle garantissait la continuité territoriale de la Republika Srpska, mais aussi pour les Bochniaques, car elle leur assurait un débouché essentiel vers l'Europe centrale⁵. La question de savoir à qui Brčko reviendrait n'avait pas été tranchée à Dayton, et c'est en mars 1999 seulement qu'un arbitrage international l'a transformé en district neutre. Cette décision a pour conséquence de couper la Republika Srpska en deux parties distinctes, situées à l'ouest et à l'est du district de Brčko.

- 10 L'IEBL, quant à elle, est longue de 500 kilomètres environ, et bordée de part et d'autre d'une zone de séparation large de quatre kilomètres. Elle passe à travers 161 zones d'habitation, et ce sont donc autant de villes, de villages ou de hameaux qui ont été coupés en deux par cette frontière d'un genre nouveau. L'IEBL reprend en grande partie d'anciennes lignes de fronts qui, parfois, suivaient déjà elles-mêmes une ligne de séparation entre les lieux de résidence de deux communautés différentes. Or, de façon épisodique au début, puis de plus en plus systématique à partir de 1994, les forces en présence ont défendu leurs acquis territoriaux en minant les lignes de front. Au total, ce sont trois millions de mines anti-char et anti-personnel qui ont été posées, sans plan précis, sur environ 8 000 zones recensées. Leur déminage complet serait un travail colossal et très coûteux. La SFOR (Stabilization Force) ne démine donc que les sites qu'elle utilise et, par conséquent, toutes les routes du pays sont accessibles. Pour le reste, rien ou presque ne se fait. L'IEBL a donc une existence tout à fait concrète : elle est minée. La carte des zones minées de Bosnie-Herzégovine donne grosso modo le tracé de la ligne-frontière. A l'inverse, la création de ce no man's land qu'est l'IEBL permet de renvoyer sine die l'épineux problème du déminage.

L'IEBL, un « tiers espace » pour un pays divisé

- 11 Les représentants des institutions internationales s'efforcent de traiter la Bosnie-Herzégovine comme un Etat unitaire, et l'IEBL comme une simple démarcation administrative dont la signification serait la même qu'une limite entre cantons. Pourtant, ils sont les premiers à connaître les difficultés qu'il y a à faire dialoguer les deux parties d'une municipalité traversée par la ligne-frontière, ou les différences qui existent et s'accroissent entre les deux entités. Ils sont également les premiers à savoir que l'IEBL n'est pas la seule ligne de fracture du pays, et qu'une "IEBL bis" apparaît nettement à l'intérieur de la Fédération, entre Bochniaques et Croates, suivant cette fois encore les anciennes ligne de front des affrontements croato-musulmans de 1993-1994. Pourtant le discours officiel le répète à l'envi : l'IEBL n'existe que sur les cartes.
- 12 En réalité, une fois tracée sur les cartes d'état-major, l'IEBL s'est vite matérialisée. Dès l'immédiat après-guerre, une simple observation du paysage permettait de reconnaître son tracé. Quelques signes indiquaient, ou indiquent encore aujourd'hui, de manière discrète, à quel moment s'effectue le passage d'une entité à l'autre. Dans les zones rurales, la ligne-frontière passe sans que l'on s'en aperçoive. Aucun marquage au sol n'existe, et rien ne distingue une campagne de la Republika Srpska d'une campagne de la Fédération. Sur les grands axes routiers, en revanche, lorsque l'on passe de la Fédération à la Republika Srpska, de grands panneaux proclament en cyrillique : « Bienvenue en Republika Srpska », et tous les panneaux indicateurs sont désormais

écrits en cyrillique. Côté Fédération, le monopole des caractères latins est tout aussi flagrant, alors qu'auparavant, les deux alphabets cohabitaient. Aujourd'hui, l'utilisation d'un alphabet ou d'un autre constitue un acte d'affirmation identitaire. Cependant, des panneaux publicitaires en caractères latins font peu à peu leur apparition en Republika Srpska, logique commerciale oblige...

- 13 En milieu urbain, les signes sont beaucoup plus nombreux. Par endroits, l'IEBL reprend les anciennes lignes de front, c'est-à-dire les zones où les destructions ont été les plus importantes, et les réparations les plus difficilement envisageables, vu le niveau de destruction et la présence de champs de mines. A l'heure où le pays se reconstruit, des zones entières encore totalement détruites indiquent donc de façon implicite le passage de la ligne-frontière. D'autres indices peuvent être perçus par l'observateur attentif. En 1999, à Sarajevo, en haut des collines de Grbavica, une file de taxis bosniaques attendait, les voitures orientées vers la ville. A quelques mètres de là, une autre file de taxis, serbes cette fois, et orientés dans l'autre sens, attendaient eux aussi. Bien évidemment, l'IEBL passe sur la ligne de crête, entre ces deux files de taxis se tournant le dos. Le client désireux de passer d'une entité à l'autre devait alors franchir la ligne-frontière à pied, et changer de taxi en même temps qu'il changeait d'entité. Ce manège se déroulait encore en 1999, alors même que de nouvelles plaques minéralogiques avaient été adoptées pour l'ensemble du pays, qui ne permettaient plus de savoir d'où venait le véhicule. Mais, habitude restée de l'époque où les plaques les trahissaient, ou peur toujours latente des contrôles policiers, les chauffeurs ne franchissaient pas la ligne-frontière. Aujourd'hui cette habitude a disparu, et il est possible de circuler entre Sarajevo et Srpsko Sarajevo ("Sarajevo serbe").
- 14 Dans les agglomérations, le signe le plus flagrant du passage de l'IEBL est dorénavant la différence de niveau de vie. Il n'est pas besoin d'être expert pour savoir à Sarajevo où finit la Fédération et où commence la Republika Srpska. Sur le bord de la route qui mène de Sarajevo à Pale, en Republika Srpska, des femmes attendent, assises sur des chaises pliantes, pour vendre des paquets de cigarettes, des napperons ou des bouteilles d'huile et d'essence. De même, dans une rue du quartier de Dobrinja, à Sarajevo, on peut remarquer des immeubles neufs, repeints de couleurs vives d'un côté, et des immeubles encore détruits sur le trottoir d'en face. Les premiers sont situés du côté croato-bochniaque de la ligne-frontière, les seconds à Srpsko Sarajevo, du côté serbe, là où les reconstructions ont pris du retard. La nuit, le contraste est encore plus flagrant : le côté serbe est plongé dans le noir, tandis que l'électricité a été rétablie depuis deux ans du côté fédéral.
- 15 Enfin, sur les routes importantes passant d'une entité à l'autre se sont installés au niveau de la ligne-frontière des marchés de plein air, dits "sauvages", que le Général Jean Cot décrivait ainsi en 1999 :

Ces marchés sauvages (...) fonctionnent à jours fixes, en pleine campagne, sans aucune infrastructure, à l'endroit exact où passe la ligne de démarcation. Marchands et clients des trois communautés y échangent absolument tout, du bétail aux voitures en passant par les cigarettes et les vêtements, sans qu'il soit possible de distinguer ce qui est honnête et ce qui relève de la contrebande ou du vol pur et simple ; au moins ces marchés ont-ils pour vertu non négligeable de faire se retrouver des gens qui, avant la guerre, échangeaient sur les places des bourgs, et ne s'étaient plus revus depuis quatre ans.⁶
- 16 Décrits comme des lieux d'échange, ces marchés profitent de l'impunité policière qui règne dans le no man's land de l'IEBL, et de la neutralité politique du lieu. Ni

bochniaques, ni croates, ni serbes, ces quelques kilomètres n'appartiennent à personne et à tout le monde. Dans l'immédiat après-guerre, il n'était pas question pour un Serbe de revenir en Fédération, et inversement. Mais les échanges devaient bien se faire. Du simple point de vue agricole, les deux entités sont complémentaires : la Fédération a hérité de 56 % des pâtures et des prairies, tandis que la Republika Srpska a reçu 57 % des terres arables. La Fédération produit donc du bétail et manque de certains produits, tandis que la Republika Srpska produit des légumes et des céréales, et est susceptible de dégager des surplus agricoles, étant donnée sa population totale (1 450 000 habitants environ en Republika Srpska, contre 2 250 000 en Fédération)⁷. La reprise économique du pays passe forcément par un développement des échanges inter-entités, c'est-à-dire une reconstitution des flux économiques d'avant-guerre. Ces flux ont été interrompus par la partition du pays, et des lieux de production ont été séparés de leurs marchés⁸. Certaines marchandises sont donc échangées sur les routes, au niveau de la ligne-frontière. Ces marchés, d'importance variable, ne sont pas vraiment illégaux. Certes, ils échappent à l'administration fiscale, mais dans une économie en reconstruction, la plupart des échanges du pays se font par le marché parallèle. L'International Police Task Force – IPTF, quant à elle, ne reconnaît que deux marchés illégaux, à savoir le marché Rajner à Stolac, où se vendent principalement des voitures, et le marché Arizona à Brko. Ce dernier est devenu le cauchemar de l'IPTF, qui ne sait pas en définitive si elle doit ou non intervenir. Loin de l'image donnée par le Général Cot, ce marché est aujourd'hui devenu un lieu de trafics où transitent aussi bien des produits de contrebande tels que les cigarettes et l'essence, que la drogue ou les filles destinées à la prostitution en Europe de l'ouest...

- 17 Les marchés sauvages sont étroitement liés à la ligne-frontière, dans la mesure où ils utilisent les opportunités offertes par ce lieu d'échanges. D'autres trafiquants en tous genres ont su mettre à profit cette zone de non-droit. L'exemple le plus typique est celui d'un homme qui avait eu la bonne idée de placer son stock de marchandises volées ou illégales dans un hangar situé d'un côté de la ligne-frontière, et de se domicilier de l'autre côté, tout en restant très proche de son précieux stock. Les polices de chaque entité étaient au courant de ses trafics, mais il leur était impossible de prendre en même temps l'homme et ses marchandises, puisqu'elles n'ont pas le droit de franchir l'IEBL ! Il a donc fallu une opération coordonnée des deux polices (chose très rare) pour parvenir à l'arrestation du trafiquant.
- 18 Fin 1995, après la signature des accords de paix, les nationalistes serbes alors au pouvoir avaient une lecture particulière des textes. Ils considéraient la Republika Srpska comme un territoire uniquement réservé aux Serbes, et l'IEBL comme une frontière internationale. Les Croates, de leur côté, qui n'avaient pas obtenu d'entité propre, ont tenté d'établir une frontière à l'intérieur même de la Fédération entre l'Herzégovine, bastion croate, et la Bosnie centrale, peuplée majoritairement de Bochniaques. Dès la fin de la guerre, en dépit des dispositions des accords de Dayton concernant la liberté de mouvement, des check-points illégaux sont donc apparus sur la ligne-frontière, ainsi qu'aux limites de l'Herzégovine. Là, les Bochniaques et les Croates qui désiraient entrer en Republika Srpska, les Serbes qui désiraient entrer en Fédération, les Bochniaques qui souhaitaient se rendre en Herzégovine devaient souvent patienter de longues heures, parfois payer un "visa", d'autres fois encore faire tout simplement demi-tour. En décembre 1996, on apprit ainsi que des policiers serbes faisaient payer 45 DM à ceux qui voulaient entrer en Republika Srpska, et refusaient

parfois l'entrée aux Bochniaques et aux Croates, sous prétexte qu'ils n'avaient pas les papiers nécessaires pour obtenir le "visa". En juillet 1997, 53 check-points illégaux, de tous bords, ont été démantelés. Par la suite, l'IPTF s'est employée à les supprimer et les remplacer par des patrouilles mobiles censées ne plus s'intéresser qu'aux trafics illégaux et aux excès de vitesse. Les check-points ont donc plus ou moins disparu du paysage et le franchissement de l'IEBL tend, avec le temps, à se faire avec de moins en moins de difficultés.

L'IEBL, limite de la souveraineté des entités

- 19 Pour les gouvernements des entités, l'IEBL marque les limites du territoire sur lequel s'étend leur souveraineté, et leur ordre du jour est plus à l'accaparement politique et symbolique de ce territoire qu'au développement d'initiatives transcendant la ligne-frontière. Un exemple est, à ce titre, assez révélateur : depuis la signature des accords de Dayton, une "Commission IEBL" a été créée auprès de la SFOR. Elle a pour rôle d'aider les parties à régler d'éventuels échanges de territoires le long de l'IEBL. L'annexe des accords de paix la concernant précise en effet que des échanges pourront avoir lieu si les deux parties s'entendent, et obtiennent l'aval de la SFOR. De très nombreuses zones ont été étudiées : il s'agissait souvent de zones infimes, n'excédant parfois pas un kilomètre carré. Mais le résultat de ces négociations est très limité. Au total, un seul échange a eu lieu par accord mutuel : le 5 mai 1998, en effet, la municipalité de Ribnik, en Republika Srpska, a pu récupérer deux villages, Velečevo et Dubočani. En contrepartie, le hameau de Koprivna et une partie de la rive droite de la rivière Sana ont été rattachés à la municipalité de Sanski Most (en Fédération). Cet échange a permis le retour de 400 familles serbes à Velečevo, et la municipalité de Sanski Most a récupéré 6,5 kilomètres carrés de terres le long de la Sana, grâce auxquelles l'approvisionnement en eau de toute la ville est devenu possible.
- 20 Par ailleurs, les échanges proposés ne le sont pas toujours pour des raisons économiques ou de peuplement. L'un des principaux points de tension concernant le tracé de l'IEBL est particulièrement révélateur à ce sujet. Au sud-est de Sarajevo, dans le quartier de Dobrinja, celle-ci passe en plein tissu urbain. Habituellement, le tracé de la ligne-frontière en milieu urbain suit celui des rues mais, dans ce quartier, et sur les cartes de la SFOR faisant foi, elle traversait... des immeubles et des appartements ! Cependant, la Republika Srpska détenait des cartes datant des négociations de paix, et indiquant un passage de l'IEBL le long d'une rue. Les négociations à ce sujet ont duré quatre ans, et n'ont finalement abouti que grâce à un arbitrage international. Chacune des deux parties tenait en effet à ce que chaque parcelle de territoire lui ayant été attribuée par les accords de Dayton lui revienne effectivement, même si les enjeux, dans le cas précis de Dobrinja, étaient relativement dérisoires : ils se limitaient à quelques immeubles, une gare routière, un centre commercial, c'est-à-dire trois petits supermarchés comme il en existe au pied de toutes les tours d'immeubles à Sarajevo, et une école, peut-être minée, en tout cas hors d'usage et habitée par des réfugiés.
- 21 Economiquement parlant, il n'y avait rien à gagner, si ce n'est des bâtiments à reconstruire, et peut-être à déminer. Mais l'enjeu était avant tout symbolique : il s'agissait de la seule partie du tissu urbain de Sarajevo qui soit revenue aux Serbes (Srpsko Sarajevo se situe en fait en bordure de Sarajevo, et non pas dans la ville elle-même). Les négociations sont donc restées au point mort, jusqu'à ce que le Haut

Représentant de l'ONU impose l'arbitrage du juge irlandais Diarmuid Sheridan. Le 24 avril 2001, celui-ci a tranché, attribuant 800 appartements ainsi que l'école à la Fédération, contre 300 appartements et la gare routière à la Republika Srpska. Le Président de la Republika Srpska, Mirko Šarović, s'est alors déclaré choqué par cette décision, et les Serbes de Dobrinja ont manifesté contre celle-ci durant trois jours.

- 22 La singularisation des espaces politiques le long de la ligne-frontière est très nette entre la Fédération et la Republika Srpska. Cependant, elle ne s'effectue pas avec la même force tout au long de la ligne-frontière. La séparation se fait plus dure à l'est, où Pale reste ferme sur ses positions de non-participation aux institutions communes, tandis que Banja Luka coopère d'avantage avec elles. Inversement, l'IEBL n'est pas la seule zone de séparation politique du pays. Des lignes de fracture non moins dures entre l'ancienne Herceg-Bosna croate et les régions bochniaques apparaissent à travers le marquage symbolique des territoires ou dans la politique des élus locaux. Cette seconde ligne de fracture entre régions croates et bochniaques est plus irrégulière et insidieuse. Tout le monde connaît la situation de la ville de Mostar, où les deux communautés bochniaque et croate vivent séparées. C'est le cas dans d'autres villes de la Fédération : à Stolac par exemple, au sud de Mostar, une nouvelle école a été créée pour les enfants croates, tandis que les enfants bochniaques suivent toujours les cours dans l'ancienne école de la ville. On retrouve cette ségrégation ailleurs sous des formes différentes : ainsi, lorsqu'il était impossible de construire une autre école, les uns vont occuper l'étage supérieur, et les autres le rez-de-chaussée de l'école...

Une frontière vécue par les habitants

- 23 Le fait de couper la Bosnie-Herzégovine en deux a de facto divisé en deux l'espace vécu par ses habitants. La ligne-frontière marque la fin de l'espace accessible sans inconvénient et sans risque, même si ceux-ci sont désormais limités. Les nouvelles plaques d'immatriculation, harmonisées par le Haut Représentant pour l'ensemble du pays, ont en particulier permis une plus grande sécurité des automobilistes. Mais l'IEBL est tout de même perçue comme la ligne au-delà de laquelle le territoire n'est plus accessible, et surtout n'est plus sûr. De manière générale, les propos et les actes des habitants traduisent une peur à l'idée de passer dans l'autre entité. La perception varie selon l'âge. Les jeunes ne franchissent pas la ligne-frontière sans y songer, mais le font tout de même, surtout lorsqu'il s'agit d'aller écouter Elton John à Banja Luka. En revanche, les personnes plus âgées n'hésitent pas à faire des détours pour éviter au maximum de passer dans l'autre entité. Et pourtant, le réseau routier du pays rend tout cela compliqué : le tracé des routes principales et des lignes de chemin de fer croise à plusieurs reprises celui de l'IEBL. La mobilité spontanée des habitants s'en trouve réduite.
- 24 Les problèmes liés au retour des personnes déplacées vient renforcer ce sentiment d'insécurité. On parle de "retours minoritaires" (minority returns) pour désigner le cas des personnes se retrouvant en situation de minorité ethnique dans leur commune d'origine. Ce sont ces retours minoritaires qui, seuls, peuvent permettre à nouveau le brassage des communautés à travers le pays. Or, ils se sont souvent très mal déroulés, surtout dans les premières années d'après-guerre. Certains candidats au retour se sont fait rouler de coups, à peine arrivés dans leur village. D'autres fois, la maison reconstruite à leur intention avait été détruite la veille de leur arrivée. Enfin, pour ceux

qui ont réussi à s'installer, les perspectives d'avenir se sont vite révélées sombres : tracasseries administratives incessantes, impossibilité de trouver un emploi, de scolariser les enfants, etc. Ces événements sont connus de tous et contribuent à diaboliser l'espace qui s'étend au-delà de la ligne-frontière.

- 25 Cependant, le Haut commissariat aux réfugiés donnent des statistiques de retour qui traduisent une évolution dans la perception des entités par les candidats potentiels au retour minoritaire. En effet, réfugiés et déplacés confondus, ils sont chaque année plus nombreux, à rentrer chez eux et à se retrouver en situation de minorité ethnique. En 1996, seuls 1 731 Serbes étaient revenus en Fédération. En 2000, ils sont 18 975 à l'avoir fait. Il en va de même en Republika Srpska, où les Bochniaques et les Croates ont été de plus en plus nombreux à rentrer, atteignant le chiffre record de 27 071 en 2000. Même si le nombre total des retours minoritaires n'atteint pas les objectifs fixés par la communauté internationale, cette progression, liée à un apaisement des oppositions ethniques violentes de part et d'autre de la ligne-frontière, suggère aussi un changement de sa perception par les habitants du pays : d'infranchissable, elle devient de plus en plus facile à traverser.
- 26 L'IEBL se caractérise donc par les variations de l'idée que s'en font les Bosniaques eux-mêmes. Variations au cours du temps, mais aussi d'un individu à l'autre. Deux personnes ne décriront pas la même ligne-frontière selon le lieu où elles résident actuellement et celui où elles ont habité, selon leur nationalité ou selon leur réseau familial et relationnel. Or, ces perceptions individuelles sont très importantes dans la façon dont les habitants pratiquent la ligne-frontière et, en définitive, la font vivre. Moins les habitants de Bosnie-Herzégovine osent franchir l'IEBL, plus celle-ci divise le pays, et inversement. Les partis nationalistes l'ont bien compris, qui s'efforcent, par la propagande et la désinformation, de renforcer dans chaque communauté la peur de l'autre entité.
- 27 L'IEBL n'est pas une ligne fantôme. Elle a été tracée sur les cartes d'état-major, puis elle a pris vie. Ou plus exactement, on lui a donné vie, de diverses manières. Elle est tout à la fois ce qui entérine et ce qui crée une coupure du pays, politique, culturelle et économique. Elle existe dans le paysage. Elle a surtout pris corps dans la perception de l'espace qu'ont les habitants et les dirigeants du pays. Tracer une frontière n'est en rien un geste anodin. L'IEBL, comme toute frontière, porte en elle sa propre dynamique. Elle s'auto-alimente dans sa logique de séparation et les écarts se creusent de plus en plus de part et d'autre. Charles Ricq souligne le danger qui guette deux populations originellement d'un même pays qui établissent une distance entre elles :
(...) par l'intériorisation de modèles et de symboles nationaux différents, des populations vivant dans le même espace s'éloignent au niveau culturel, ce qui ne peut qu'handicaper les relations nationales qu'elles en retiendront. Des stéréotypes d'hostilité, de crainte, de rancune, de supériorité, se développent. Le sentiment d'appartenance à un même espace vécu est dépassé par celui de l'appartenance à une communauté nationale, minimisant toute référence à une communauté régionale transfrontalière.⁹
- 28 Une frontière est tout d'abord une conséquence de choix politiques mais, très vite, elle acquiert une force propre. Conséquence d'une césure politique, la frontière, par son existence, renforce cette césure initiale. Le fait d'avoir tracé l'IEBL sur les cartes, d'avoir limité les espaces sur lesquels s'étend la souveraineté des entités lors des accords de Dayton aurait pu avoir des conséquences minimales, si les autorités locales ne

s'étaient entêtées à la matérialiser, la surveiller, faisant d'une ligne virtuelle une réalité quotidienne pour tous les habitants de la Bosnie-Herzégovine.

NOTES

1. **Klemenčić (M.)**, « The Boundaries, Internal Order and Identities of Bosnia and Herzegovina », *IBRU Boundary and Security Bulletin*, 3 (3-4), Winter 2000-2001, pp. 63-71.
 2. **Bougarel (Xavier)**, *Bosnie. Anatomie d'un conflit*, Paris : La Découverte, 1996, pp. 146-155.
 3. Voir le papier de **Robin-Hunter (Laurence)** dans ce même numéro.
 4. Voir **Holbrooke (Richard)**, *To End a War*, New York : Random House, 1998.
 5. **Ventura (C.)**, « Le corridor de Brcko. Un litige territorial », *Espace et culture*, (38), été-hiver 2001, pp. 85-102.
 6. **Cot (Jean)**, *Demain la Bosnie*, Paris : L'Harmattan, 1999.
 7. **Food and Agricultural Organization**, *A Medium Term Agriculture Sector Strategy for the Federation of Bosnia-Herzegovina*, FAO, 1999.
 8. **Roux (Michel)**, « Fronts, territoires et échanges dans les Balkans dans la perspective de l'intégration européenne », *Territoires en mutations* (Université Paul Valéry, Montpellier), (2), 1997 (n° spécial).
 9. **Ricq (Charles)**, « Les distances culturelles dans les espaces frontaliers », in Goetschy (H.), Sanguin (A.L.), eds., *Langues régionales et relations transfrontalières en Europe*, Paris : L'Harmattan, 1995, p. 111.
-

INDEX

Index géographique : Bosnie-Herzégovine

Mots-clés : ligne frontière inter-entités (IEBL)

AUTEUR

EMMANUELLE CHAVENEAU-LE BRUN

Doctorante à l'université Paris-Sorbonne